

PARDEM Info : actu, analyse, programme

Le 26 septembre 2024

PARDEM Info N°124



Yop là boum !

À l'issue d'un suspens insupportable de 57 jours, nous voici dotés d'un gouvernement composé de tous les perdants des élections législatives. Chapeau l'artiste ! Macron est bien le roi de la fripouille. Mais soyons francs : on ne pouvait s'attendre à rien d'autre. On l'avait écrit il y a des semaines déjà : Attila a succédé à Jupiter. Rien ne semble l'arrêter dans sa course à la destruction de la Nation, de la souveraineté du peuple et de la démocratie. Toutefois rappelons qu'il ne détient pas le brevet de la descente aux enfers infligée à la France et aux Français. Il s'inscrit dans la foulée du coup d'État parlementaire fomenté il y a près de 20 ans. Le gouvernement Macron/Barnier est illégitime tout comme le fut l'adoption du Traité de Lisbonne par le Congrès, en 2008, qui a violé en bande organisée le non au TCE des Français. Autrement dit, ce qui se produit en 2024 est le fruit de l'inacceptable qui perdure. Pas étonnant que la question majeure à traiter par ce gouvernement soit de répondre à la mise sous surveillance de la France par l'Union européenne pour déficit excessif. Selon la doxa néolibérale européenne, cela implique de réduire les dépenses publiques et sociales. Après l'inflation, le

peuple va donc se prendre dans la gueule un budget de rigueur ! Telle est la mission des hommes en bleu étoilé de jaune à la tête du pays, Macron/Barnier, flanqués de ministres tous acquis à la même cause : le couple européiste et ses ministres serviront avant tout les maîtres de Bruxelles. Tout est en place pour faire voter un budget d'austérité dès l'automne par les députés et les sénateurs. Tout autre option est inenvisageable puisque l'UE mène la danse avec l'assentiment, de fait, des élus à l'Assemblée nationale. Nous aurons la vérité des prix avec le vote du budget : qui votera pour, qui s'abstiendra (ce qui signifie laisser passer), qui votera non. Et puis, en cas de risque d'échec, Barnier n'hésitera pas à utiliser le 49.3. Le reste n'est que palabre et poudre aux yeux. D'autant que la vague « d'économies » a déjà commencé en douce. Un exemple parmi tant d'autres, passé inaperçu : fin juillet, en pleine liesse des JO, le gouvernement a supprimé 500 postes de professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) avec effet fin août pour réaliser entre 1,6 et 1,8 million d'économie. Une brûle au regard des 30 milliards de coupes prévues en 2025. Et c'est ainsi, en catimini, secteur par secteur, que les coups vont tomber. En même temps, trois épreuves de natation dans la Seine coûtaient 1,4 milliard d'euros ! On aura eu les jeux, pas sûr qu'on aura du pain !

La période est d'autant plus grave que la présidence de la Commission européenne vient de créer le poste de commissaire à la défense attribué à Andrius Kubilius, un ancien premier ministre lituanien (2008-2012). Selon le journal Ruptures « Qu'une fonction aussi sensible revienne à un dirigeant balte confirme que les préoccupations géopolitiques sont au moins aussi présentes que les objectifs économiques. Les trois pays baltes figurent en effet parmi les champions proclamés de l'agressivité vis-à-vis de Moscou. Au point que le poste aurait pu s'appeler « commissaire à la guerre contre la Russie », une perspective qu'il faut impérativement préparer, selon Vilnius. » Cette nomination fait suite à celle de Kaja Kallas, à la tête du gouvernement estonien jusqu'en juillet, à la fonction de Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère.

Mais jusqu'à quand allons-nous accepter ?

[Lire la suite](#)

[Adhérez](#)

[Faites un don](#)

